EL TARF

Sit-in des cadres universitaires

Des dizaines de cadres universitaires travaillant pour le compte de l'Algérienne des eaux dans le cadre des multiples dispositifs de l'emploi des jeunes (DAIP en particulier), ont organisé, hier, un sit-in de protestation pour dénoncer «la campagne féroce» de licenciement entamée par la Direction régionale dont le siège social est situé dans la ville d'Annaba. Dans une pétition dont nous détenons une copie, les protestataires au nombre de 63 personnes réclament la réintégration de leur six collègues licenciés dernièrement d'une manière «abusive et allant à l'encontre des lois de la République».

Dans le même sillage, les 63 individus, entre cadres administratifs et cadres techniques, relèvent la volte-face de la Direction générale qui les a recrutés au temps du partenariat avec une entreprise allemande du temps de la Seata (Société des eaux et d'assainissement d'El-Tarf et Annaba) et la nouvelle restructuration de l'entreprise avec l'ancien schéma de l'ADE où les responsables ont décidé, ainsi, de s'en séparer sans ménagement.

Les protestataires comptent aller crescendo dans leur mouvement de protestation et ce, jusqu'à la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications.

Daoud Allam

RND

Vers des primaires pour le choix d'un candidat aux élections du Sénat

La réunion du conseil de wilaya du RND, dimanche dernier, avec tous les conciliabules et autres tête-à-tête ayant pour ordre du jour, le choix du candidat faisant l'unanimité pour représenter le parti, lors des élections sénatoriales qui se dérouleront au mois de décembre prochain, n'ont pas permis de dégager une personnalité consensuelle.

Ainsi, après le retrait du P/APC de Berrihane, l'élu Tahar Zaïdi qui était pressenti pour être le candidat consensuel s'est trouvé, de fait, devant un autre candidat en la personne de l'élu et membre du bureau de wilaya M. Hamdaoui Mebrek, qui a estimé que des primaires sont le seul moyen de départager les deux prétendants à savoir lui et M. Zaïdi et pour instaurer, également, une véritable démocratie et perpétuer dans les traditions du parti le choix par l'urne, et ce, compte tenu des lois organiques et des codes intérieurs du RND.

De fait, les primaires de la formation d'Ouyahia se tiendront à la fin de ce mois d'octobre, a-t-on affirmé.

D. A.

HABITAT ET LOGEMENT

Des programmes intéressants à Boumerdès

Ces derniers jours, deux opérations de relogement de 406 familles de Dellys et 500 autres à Si-Mustapha ont fait l'actualité de Boumerdès. Mais pas que. Un autre événement, toujours en matière d'habitat et de logement, a attiré l'attention des médias et des citoyens de la région. Il s'agit de l'exposition sur l'habitat et le logement qui s'est déroulée, ce lundi, à la Maison de l'environnement et qui a regroupé les principaux acteurs qui interviennent dans ces deux secteurs.

Ce salon a été inauguré par la ministre-wali, Yamina Zerhouni. Au stand de la Direction du logement de la wilaya, le public prend connaissance de tous les programmes en matière de logements. Il est question de l'affectation à la wilaya de Boumerdès, par le biais de divers programmes dont certains sont entièrement financés par l'Etat, de 79 900 unités depuis l'année 2000. Une fois décortiqué, ce programme global se compose ainsi : 40 484 logements sont affectés à la wilaya dans le cadre du LPL (logement public locatif) pour ne pas dire le social. 12 000 unités de ce nombre sont affectés par le gouvernement spécialement pour la résorption des chalets en préfabriqué hérités du séisme de 2003.

C'est l'OPGI (Office de promotion et de gestion immobilière) qui est le promoteur et le maître de l'ouvrage de ces 40 484 logements. Les statistiques affichées au stand de cet Office nous donnent les détails de ce programme LPL. Il est en effet question de 19.695 logements achevés, 18 779 en cours de construction et 2010 en attente de lancement. Pour les autres formules, la wilaya de Boumerdès a bénéficié depuis l'année 2000 de 7.766 LSP dont 4 705 achevés, 4 850 LPA, 8 000 AADL, 4 000 LPP et 13 750 aides en direction de l'habitat rural.

La réalisation et, partiellement, la distribution de ces derniers programmes incombent aux promoteurs publics et privés. Ils étaient également nombreux à exposer leurs offres publiques. L'Agence foncière (AGF), une entreprise dépendant de la Wilaya propose 210 logements promotionnels à Boudouaou, 70 à Boumerdès et 20 habitations semi-collectives promotionnelles. La résidence Yesref, une référence régionale en matière de promotion et de réalisation de logement et autres infrastructures publiques, donne la possibilité aux citoyens d'acquérir un logement dans le cadre du LPA à Corso (100), les Issers (100), El Kerma (200) ou une habitation de haut standing à El Biar (57).

La promotion Derriche en plus de l'offre concernant des appartements, elle en a 1 060 promotionnels en construction à Boumerdès et 400 à Hammadi ainsi que 100 LPA à Bordj-Menaïel, l'entreprise en question se propose d'apporter son expérience en matière d'aménagement des espaces verts autour des nouveaux quartiers en y couvrant ces espaces de gazon synthétique. Justement dans le secteur de l'environnement, la représentante de la Direction de l'environnement de Boumerdès insiste aussi bien auprès des promoteurs que les autorités sur le respect de la loi 07/06 portant sur l'environnement.

En matière de sécurité des nouvelles constructions, nous nous sommes rapprochés du stand du CTC (Contrôle technique de construction) pour questionner son directeur Farid Benghanem. Ce dernier nous a affirmé que le malheur du tremblement de terre de 2003 a servi de leçon pour le changement des mentalités «les gens font désormais plus attention avant de se lancer dans des chantiers de construction. L'ère de simples poteaux est révolue. Maintenant c'est les voiles qui s'imposent».

Notre interlocuteur fait allusion aux gens qui construisent dans le cadre réglementaire.

Abachi L.

BATIMENT

Les raisons de la cherté des logements à Aïn-Témouchent

Dans le cadre de la Journée mondiale et arabe de l'habitat célébrée lundi, au niveau de la bibliothèque Malek-Bennabi de Aïn-Témouchent, de nombreux promoteurs immobiliers et des bureaux d'études ont exposé leurs produits en logements réalisés toutes formules confondues.

La première remarque constatée est la présence considérable de techniciens d'origine syrienne activant dans ce secteur du bâtiment.

Le public qui a visté les stands des promoteurs exposants a remarqué que le prix du logement promotionnel est excessivement cher pour le simple fonctionnaire, par exemple un logement du type F3 dans la localité de Sidi Ben-Adda se situe au-dessus de la barre des 750 millions ; cette cherté du logement est due en grande partie à la cherté du prix de l'assiette du terrain foncier. «Actuellement, le prix du m² varie entre 32 000 DA et 45 000 DA, selon la nature et l'emplacement du terrain. Il est cher pour nous et le postulant au logement, nous revendiquons la baisse de ce prix», a déclaré le président du patronat du secteur BTPH d'Aïn-Témouchent, M. Errouane Sidi Mohamed.

Presque toutes les formules ont eu un écho positif à l'exception de celle du logement promotionnel aidé (LPA) qui s'est confronté à de grandes difficultés d'ordre financier, estiment ces promoteurs.

Le chef de l'exécutif qui a visité cette manifestation, a exhorté les promoteurs à jouer pleinement leur rôle de partenaire dans la conjoncture économique actuelle et de veiller à la qualité et au délai de réalisation. Selon lui, les portes de l'administration sont ouvertes. Conformément aux instructions du Premier ministre, il a proposé à ces partenaires de l'habitat d'opter pour les matériaux de construction produits en Algérie pour diminuer un tant soit peu le coût global de réalisation.

En prévision de la prochaine tripartite qui aura lieu à Biskra, cette rencontre nous permettra de préparer la tripartite dont le BTPH est membre du Forum des entreprises (FCE). Nous demanderons, entre autres l'octroi des facilités au niveau des banques pour l'obtention de crédits.

S. B.

ILS ÉTAIENT PLUS D'UNE CENTAINE

Les rappelés du Service national manifestent à Blida

Plus d'une centaine de rappelés du Service national sont revenus hier à la charge en observant un sit-in à Blida pour demander la prise en charge effective de leurs doléances surtout que, disent-ils, ils se sont donnés corps et âme pour lutter contre le terrorisme durant les années 1990.

Leur revendication est considérée par les protestataires comme juste et légitime, lesquels ont adressé, cette fois-ci, leur requête au président de la République pour lui demander de mettre en application leurs demandes, à savoir la reconnaissance de leur statut afin qu'ils puissent bénéficier pleinement de la loi sur la Concorde nationale. Ainsi, ils pourront obtenir un dédommagement, précisent-ils, sur le préjudice moral et matériel qu'ils «ont subi durant la décennie noire» pour qu'ils puissent avoir droit au traitement médical.Sur un autre plan, ils ont demandé à ce qu'un quota en matière de logements leur soit accordé ainsi que des postes de travail, et ce, en récompense, affirment-ils, des efforts et du sacrifice qu'ils ont fournis durant cette période. Leurs demandes, disent-ils, sont contenus dans la charte de réconciliation nationale, laquelle leur donne droit, rappellent-ils, à une retraite proportionnelle.Ils estiment enfin que cette plateforme de revendications ne fera qu'améliorer leurs conditions de vie.

M. B.

TIARET

L'APC de Dahmouni «remise en marche»

Le blocage qui sévit depuis le mois de juillet 2014 au sein de l'APC de Dahmouni dans la wilaya de Tiaret, en raison de dissidences entre ses membres, vient enfin de connaître un dénouement heureux, au grand soulagement de la population locale.

Devant la situation qui prévalait à l'époque, l'ancien wali avait décidé, faut-il le rappeler, de geler l'assemblée en confiant la gestion, à titre temporaire des affaires de la commune, au chef de daïra. Depuis, les choses ont stagné entraînant un véritable pourrissement à tous les niveaux avec en prime des retards énormes en termes de développement, sachant que Dahmouni est l'une des plus importantes communes de la wilaya.

Tout récemment, l'actuel chef de l'exécutif de la wilaya, Bentouati Abdesselam, a remis sur le tapis le dossier en question pour tenter de démêler l'écheveau en convoquant le staff communal composé de quelque 19 membres, toutes obédiences confondues.

La série d'entrevues a permis aux deux parties de trouver a priori un terrain d'entente. Selon nos sources, chacun des deux clans devrait se partager le nombre de postes de vice-président et de président de commission, point de discorde ayant abouti à l'impasse. Samedi prochain, une autre rencontre aura lieu au siège de la Wilaya pour finaliser la procédure et sortir avec une feuille de route censée insuffler une meilleure dynamique à cette localité tant sur le plan de la prise en charge des préoccupations des citoyens que sur le plan de la relance des projets en souffrance.

Il convient de souligner que le même procédé a concerné dernièrement l'APC de Aïn D'heb au sud de la wilaya de Tiaret où pratiquement la situation a perduré plus d'une année et demie pour une question de leadership avant que les choses ne reviennent à la normale, grâce évidemment à l'intervention de l'actuel wali.

Mourad Benameur

RELIZANE

À quand le relogement des familles de Haouch Zerrarka ?

Les six familles, occupant une vieille bâtisse menaçant ruine, située au 2 rue Zerrarka au chef-lieu de Relizane, ont été témoins de l'effondrement des balcons. Un effondrement sans conséquences graves, mais qui aurait pu faire des victimes s'il s'était déroulé de jour.

De ce fait, les occupants de cette vieille bâtisse ont interpellé les autorités locales pour les reloger et respecter leurs engagements, faits l'année dernière et ce, avant qu'un drame ne survienne.

En ce sens, les pères de famille ont montré toute leur indignation face au laisser-aller des responsables locaux qui continuent de les négliger, malgré le fait d'avoir inspecté de visu l'état catastrophique dans lequel vivent ces familles, comme l'a déjà fait le chef de daïra, lorsqu'il avait promis aux occupants qu'ils allaient être relogés la semaine d'après ; pourtant ces derniers attendent toujours. Une autre habitante indiquera que l'état des appartements ne cesse de se dégrader et il a été enregistré plusieurs effondrements partiels et successifs.

Plus grave encore, des fissures profondes sont apparues sur les murs et les toits. Une autre occupante dont le mari est handicapé, précisera que le toit de son appartement est complètement fissuré et risque de s'effondrer à tout moment.

Ainsi, les six familles lésées ont appelé à ce que le wali intervienne en leur faveur et ordonne leur relogement dans les plus brefs délais.

A. Rahmane

SIDI-BEL-ABBÈS

7 manifestants arrêtés à Mezaourou

Depuis lundi dernier, la localité de Mezaourou est en proie à un mouvement de protestation d'électeurs qui exigent le départ du P/APC et du secrétaire général. Une manifestation qui est montée d'un cran avec la fermeture du siège de l'APC et l'empêchement du maire et de son SG de rejoindre leur administration.

En effet, dans la matinée de lundi dernier, des jeunes ont afflué vers le siège de l'APC qu'ils ont assiégé pour le fermer aux responsables et aux citoyens. Malgré des tentatives de raisonnement, les protestataires ont campé sur leur position, amenant les services de sécurité à arrêter sept parmi ces derniers, mardi dernier.

Les manifestants brandissaient des pancartes portant sur leur revendication première, à savoir le départ du P/APC et du SG et ils menacent de continuer leur mouvement de protestation jusqu'à satisfaction de leur demande.

Les électeurs très remontés disent décrier une situation de blocage des intérêts municipaux depuis mai dernier, un blocage engendré par la dissidence entre le P/APC et le SG à la majorité de la composante de l'assemblée. Ils déclarent manquer de tout, décriant la marginalisaiton de cette petite localité où les jeunes vivent les affres de l'oisiveté. Nous ne demandons, ont-ils dit, que le développement de cette petite ville, pouvoir disposer du transport public, d'une maison de jeunes, d'un lycée (nos enfants actuellement doivent se rendre au lycée de Telagh), de l'eau potable et des postes d'emploi pour résorber le chômage qui mine les jeunes dont le nombre grossit de jour en jour.

Les sept personnes arrêtées par la gendarmerie dans l'après-midi de mardi dernier doivent être déférées aujourd'hui devant le procureur de la République de Telagh pour troubles à l'ordre public. Quant à l'APC et le parc communal fermé par les manifestants, ils ont été rouverts dans l'après-midi de mardi dernier par la gendarmerie.

A. M.